

**Arrêté n°532/DDPP/2022 portant mise en demeure
au titre de la réglementation des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le titre VII du livre 1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 511-1 ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu le récépissé de déclaration du 31 décembre 1992 réglementant les activités exercées par la chambre de commerce et d'industrie de LYON Métropole SAINT ETIENNE ROANNE pour le banc national d'épreuve sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE – ZI Molina La Chazotte, 5 rue de Méons ;

Vu le dossier déposé le 19 novembre 2021 et complété par courrier du 21 juillet 2022 et dépôt de compléments le 27 juillet 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 18 octobre 2022 constatant la poursuite de l'activité sur le site sus-visé sans l'autorisation requise ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant le 25 octobre 2022 ;

Vu les observations de l'exploitant par courriel du 22 novembre 2022 suite à la notification du projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure ;

CONSIDERANT que le dépassement des quantités d'explosifs présentes sur site ne permet pas de garantir l'absence d'effets hors site ;

CONSIDERANT que l'activité se poursuit sans l'autorisation requise ;

CONSIDERANT qu'il revient à l'exploitant de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement précité ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} :

Le Banc national d'épreuve exploité par la Chambre de commerce et d'industrie de LYON Métropole SAINT ETIENNE ROANNE sur la commune de Saint-Etienne, ZI Molina La Chazotte, 5 rue de Méons, régularisera sa situation administrative par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation sous un délai de 5 mois.

ARTICLE 2 : Si l'exploitant ne satisfait pas à ses obligations, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par ce même code.

ARTICLE 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.


ARTICLE 5 :

Le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées et le maire de SAINT-ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le 29 NOV. 2022

copie adressée à :

- Délégation Chambre de Commerce et d'Industrie à Saint-Etienne
57 Cours Fauriel – CS 70374
42024 St-Etienne Cedex 2
- Mairie de SAINT-ETIENNE
- DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono


La Préfète
Catherine SEGUIN